

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(CCAP)**

MONTIGNY-LE-BRETONNEUX  
78180

MÉDIATHÈQUE DU PATRIMOINE ET DE LA PHOTOGRAPHIE

**MARCHÉ DE PRESTATIONS DE GARDIENNAGE, DE SECURITÉ, DE SECURITÉ  
INCENDIE, DE SURVEILLANCE ET DE CONTRÔLE D'ACCÈS DU SITE DU FORT  
DE SAINT-CYR**

Personne publique et pouvoir adjudicateur

Service à compétence nationale Médiathèque du patrimoine et de la photographie  
(MPP)  
Fort de Saint-Cyr  
2, rue du Fort de Saint-Cyr  
78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

Représentant du pouvoir adjudicateur et ordonnateur

Monsieur le directeur de la Médiathèque du patrimoine et de la photographie

Personne habilitée à donner les renseignements

Monsieur le directeur de la Médiathèque du patrimoine et de la photographie

Comptable assignataire des paiements

Le Centre de gestion financière du bloc 3  
Division dépenses de l'État DRFIP Île-de-France et de Paris

Mode de consultation

Procédure formalisée ouverte passée en application des dispositions du Code de la  
Commande publique du 1<sup>er</sup> avril 2019

## **1. OBJET DE LA CONSULTATION**

Le présent marché a pour objet l'exécution de prestations de gardiennage, de sécurité, de sécurité incendie, de surveillance et de contrôle d'accès du site multi-occupants du fort de Saint-Cyr à MONTIGNY-LE-BRETONNEUX.

Ce marché comprend :

- des prestations régulières permanentes consistant à la sécurité, au gardiennage, surveillance et au contrôle d'accès des locaux,
- des prestations de sécurité ponctuelles à l'occasion d'ouvertures exceptionnelles au public et de manifestations évenementielles.

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) a pour objet de définir les conditions générales et particulières du marché dans lequel la MPP confie au titulaire toutes les tâches relatives aux opérations de sécurité, de sécurité incendie, de surveillance, de gardiennage et de contrôle d'accès du site du fort de Saint-Cyr.

L'exécution du marché est soumise aux conditions techniques décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du présent marché, définissant l'ensemble des prestations à réaliser.

## **2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du dossier de consultation du présent marché, remises par le pouvoir adjudicateur gratuitement à chaque candidat sont les suivantes :

- Un acte d'engagement (AE) pour un candidat unique et ses annexes, la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) - annexe 1 - et le bordereau des prix unitaires (BPU) - annexe 2.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 2 annexes, dont seuls les exemplaires conservés par le pouvoir adjudicateur font foi,
- Le règlement de consultation (RC) et ses 2 annexes.

## **3. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉBUT D'EXÉCUTION**

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée d'un an. Au-delà, il pourra être reconduit, sur demande expresse de l'administration par période d'un an, renouvelable trois fois. Cette reconduction s'effectuera par lettre recommandée avec accusé de réception adressée par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire. Le représentant du pouvoir adjudicateur informe deux mois avant la fin du marché le titulaire de sa décision de reconduire ou de ne pas reconduire le marché.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

La non-reconduction du marché par l'administration n'ouvre aucun droit à indemnité au titulaire.

## **4. MODALITÉS ADMINISTRATIVES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **4.1. Modifications de contrat en cours d'exécution (Dispositions du décret n° 2018-1073 du 3 décembre 2018)**

Toute modification du marché donnera lieu à la rédaction d'un acte. Ce dernier devra être notifié avant tout commencement d'exécution. En aucun cas, il ne pourra bouleverser l'économie générale du marché, ni en changer l'objet.

### **4.2. Prestations régulières**

Les prestations régulières consistent à assurer la sécurité, le gardiennage, la surveillance des locaux et le contrôle d'accès au site.

Le titulaire met en place les agents et les matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations. Il s'engage à assurer et à garantir la sécurité incendie et la sûreté des personnes, des biens et du bâtiment, tant à titre préventif qu'en intervention, en application de la réglementation en vigueur, et conformément, d'une part, aux consignes applicables relatives aux plans Vigipirate et Vigipirate renforcé ; d'autre part, aux prescriptions de la MPP édictées sous forme de consignes spécifiques.

### **4.3. Prestations ponctuelles**

Les prestations ponctuelles peuvent être demandées à tout moment par la MPP et au fur et à mesure de ses besoins.

Elles font l'objet de bons de commande conformément aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique entré en vigueur au 1er avril 2019. Les bons de commande sont adressés au titulaire par courriel, avec un descriptif de la manifestation pour laquelle la MPP souhaite son intervention.

Le descriptif comporte les informations suivantes :

- Les dates, horaires et lieux de la manifestation (y compris le week-end et en soirée),
- La nature et la désignation de la prestation,
- Le nombre et la qualification des personnels à affecter à la réalisation de la prestation.

La MPP n'est pas en mesure de déterminer précisément le nombre d'interventions qui surviendront pendant la durée du marché.

### **4.4. Réunion de cadrage**

Avant le début d'exécution du présent marché, une réunion de coordination de la prestation sera organisée entre les représentants de la MPP et des autres occupants du site et le représentant du titulaire du marché.

### **4.5. Interlocuteurs pour le suivi de l'exécution des prestations**

Le directeur de la Médiathèque et du patrimoine et de la photographie, représentant du pouvoir adjudicateur, est chargé de l'exécution du présent marché. Il en confie le suivi à la secrétaire générale, la secrétaire générale adjointe, et le responsable maintenance du fort.

Le titulaire nommera, dès la notification du marché, un responsable de site désigné seul interlocuteur de la personne publique et habilité à engager le titulaire. Il sera habilité à prendre, au nom du titulaire, toute décision conditionnant la bonne exécution des prestations.

En cas d'empêchement de ce responsable de site ou en cas de remplacement, le titulaire en avertit sans délai le pouvoir adjudicateur.

## **5. VÉRIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS**

### **5.1. Opérations de vérification**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de l'exécution du service par le directeur de la MPP ou son représentant.

Le pouvoir adjudicateur n'avisera pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

### **5.2. Admission**

A l'issue des opérations de vérification tant quantitatives que qualitatives, si la prestation n'est pas jugée satisfaisante au regard des stipulations du CCTP, la MPP notifie au titulaire une décision motivée d'ajournement, de réfaction ou de rejet, sommant celui-ci de remédier aux manquements ou défauts constatés.

En cas d'ajournement ou de rejet des prestations, le titulaire dispose des délais fixés par le pouvoir adjudicateur pour effectuer de nouvelles prestations.

Si la prestation est jugée satisfaisante, l'admission sera prononcée par le pouvoir adjudicateur.

## **6. CLAUSE SOCIALE – ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BÉNÉFICE DE JEUNES EN SITUATION EN OU RISQUE DE DÉCROCHAGE SCOLAIRE**

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire (L.122-2 code de l'éducation) et/ou soumis à l'obligation de formation pour les jeunes mineurs (L.114-1 code de l'éducation).

Cette action de remobilisation est suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Education nationale.

**Le volume horaire minimal exigé est de 200 heures annuelles**, à réaliser pendant la période ferme du marché. Ce volume horaire sera reconduit dans l'hypothèse d'un renouvellement du marché sur les trois ans de renouvellement possibles chaque année. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

### **6.1. Conformément à son offre, le titulaire réalise une action en faveur d'un jeune en situation ou en risque de décrochage scolaire**

Dans le cadre de la clause sociale, le jeune bénéficiaire du dispositif est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement du jeune et le jeune. Le suivi du jeune est assuré par la MLDS ou par un acteur de l'Education Nationale à savoir enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositifs relais.

Le titulaire du marché reçoit le jeune dans ses locaux, en immersion complète, et l'accompagne dans les tâches qui lui sont confiées. Le jeune est accompagné par la MLDS du ministère chargé de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports qui désigne un tuteur pédagogique.

Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines (RRH), qui est l'interlocuteur privilégié de la MPP ainsi qu'un référent au sein de la société. Le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique sont en relation directe.

Tout parcours fait l'objet d'une gratification mensuelle, versée au bénéficiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

L'action mise en œuvre fait l'objet d'une validation, par écrit, sous la forme d'un « bilan croisé » réalisé par le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique.

Au terme de son parcours, le jeune bénéficiaire du dispositif peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle).

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par la MLDS, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. À tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

### **6.2. Exécution de la clause sociale pendant la durée du marché et à l'issue du parcours**

Le suivi de la clause sociale est réalisé par la MPP et la MLDS, qui s'assurent de la réalisation de l'action mise en œuvre par le titulaire dans le cadre du calendrier scolaire.

Lors de la réunion de lancement du marché, le thème de la clause sociale est abordé (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, intégration des fonctions support, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du titulaire ou de la MPP dès qu'un ou plusieurs profils de jeunes sont proposés par la MLDS. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » – qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction du ou des profils proposés par la MLDS. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise à la MPP par le titulaire.

Le titulaire transmet également à la MPP la convention de stage tripartite signée.

A l'issue du parcours, le tuteur pédagogique et le référent « entreprise » réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de la bonne exécution de la clause sociale par le titulaire.

À la fin de l'action de remobilisation, le titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne des personnes bénéficiaires de la clause sociale.

### **6.3. Contrôle et évaluation de l'action de formation**

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande du (nom de l'acheteur) ou de la MLDS relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution à la MPP :

- La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- La convention de stage tripartite ;
- Le bilan croisé (accompagné le cas échéant de l'attestation de présence du jeune bénéficiaire).

Toute transmission est réalisée dans les dix jours ouvrés suivant la demande par la MAP.

Pendant et à l'issue du parcours, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec la personne bénéficiaire du dispositif de clause sociale, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit en informer la MPP et la MLDS. Dans ce cas, la MPP et la MLDS étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

## **7. CONSIDERATION ENVIRONNEMENTALE**

Le titulaire doit mettre en œuvre un dispositif de formation interne aux pratiques écoresponsables (réduction de la consommation de papiers et d'autres ressources, recyclage, tri sélectif). Ce dispositif doit être documenté et justifié par des actions concrètes (programmes de formation, attestations de participation, etc.).

## **8. GARANTIES FINANCIÈRES**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **9. AVANCE**

Sans objet.

## **10. PRIX DU MARCHÉ**

### **10.1. Forme des prix**

#### **10.1.1. Prestations régulières**

Pour chaque exercice annuel, les prestations sont réglées à prix global et forfaitaire. Le montant est détaillé dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et constitue l'annexe financière n°1 de l'acte d'engagement.

Ce prix comprend les frais correspondants à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des opérations de sécurité, de sécurité incendie, gardiennage, surveillance et contrôle d'accès des locaux qui lui sont confiés.

### **10.1.2. Prestations ponctuelles**

Les prestations ponctuelles feront l'objet de commandes spécifiques de la MPP. Elles feront l'objet de bons de commandes établis en fonction des besoins ponctuels suivant l'activité du service.

Le montant des opérations sera déterminé sur la base du bordereau des prix unitaires constituant l'annexe financière n°2 de l'acte d'engagement.

### **10.2. Révision des prix**

Le marché est traité à prix forfaitaire. Le prix est ferme pour l'année 2025/2026 et révisable selon les indices de révision que l'entreprise soumettra. Toutefois, la révision ne pourra excéder 2% du coût total du marché.

## **11. REGLEMENT DES PRESTATIONS**

### **11.1. Règlement**

Les prestations sont réglées mensuellement.

Les factures sont transmises par le titulaire au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique.

Les prestations ponctuelles sont réglées sur présentation de factures établies après l'exécution des prestations définies dans un bon de commande préalablement établi par la direction régionale des finances publiques.

### **11.2. Présentation de la demande de paiement**

La demande de paiement (facture) est établie en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du créancier, les coordonnées bancaires de son compte,
- La nature des prestations réalisées,
- La date de réalisation des prestations,
- Le montant HT des prestations réalisées,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant TTC des prestations,
- Le numéro du marché et du bon de commande.

Les factures devront être déposées sur le portail Chorus pro.

### **11.3. Délai global de paiement**

Conformément à l'article L. 2192-10 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique, entré en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2019, le délai dont dispose le pouvoir adjudicateur pour procéder au règlement est de

trente jours, à compter du dépôt de la facture par le titulaire sur le portail Chorus pro de la Direction générale des finances publiques.

#### **11.4. Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires dans les conditions définies dans les articles R.2192-31 à R.2192-36 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique. Le taux de ces intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne majoré de huit points. Le titulaire du marché bénéficiera également du paiement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante euros.

#### **11.5. Suspension du délai global de paiement**

Si du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de vérification ou à toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai de paiement est prolongé d'une période de suspension dont la durée est égale au retard qui en résulte.

La suspension ne peut intervenir qu'une seule fois et par l'envoi par le pouvoir adjudicateur, au titulaire, huit jours au moins avant l'expiration du délai de mandatement, d'une lettre recommandée avec accusé de réception, lui faisant connaître les raisons qui s'opposent au mandatement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement. La suspension débute au jour de réception par le titulaire de cette lettre recommandée.

Elle prend fin au jour de réception par le pouvoir adjudicateur de la lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, envoyée par le titulaire, comportant la totalité des justificatifs qui lui ont été réclamés ainsi qu'un bordereau des pièces transmises.

A compter de la réception des justificatifs demandés par le pouvoir adjudicateur, un nouveau délai global de paiement est ouvert : il est de trente (30) jours. La mise en œuvre de ce délai interviendra dans les conditions fixées par les articles R.2192-31 à R.2192-36 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique, entré en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2019.

### **12. PÉNALITÉS**

Des pénalités sont appliquées au titulaire en cas de non-respect des engagements contractuels.

Les pénalités se cumulent entre elles et s'appliquent à l'ensemble de la présente consultation.

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :



<b>Obligation du titulaire</b>	<b>Unité de mesure</b>	<b>Pénalité</b>	<b>Fait générateur</b>
Prise de service à l'heure fixée dans les plannings	Par heure de retard	200 €	Retard et absence de l'agent
Mise en place d'un personnel formé	Par constat	200 €	Personnel non à jour des obligations réglementaires de la profession
Tenue vestimentaire réglementaire conforme aux exigences du CCTP	Par constat	250 €	Le port d'une tenue non correcte
Chef de secteur joignable dans les 15 minutes suivant l'appel de la MPP	Par 15 mn de retard	150 €	L'heure d'appel de la MPP
Respect des spécifications du plan de prévention et des consignes internes	Par constat	150 €	Non-respect des consignes
Agent en poste doit attendre la relève et transmettre les consignes et un état des lieux des incidents à son collègue avant tout départ	Par constat	450 €	Abandon de poste
Renseigner correctement la main courante	Par constat	200 €	Absence de renseignements corrects
Respect des consignes prévues dans le marché et/ou mentionnées dans le cahier de consignes	Par constat	200 €	Non-respect des consignes
Respect des consignes du plan Vigipirate et Vigipirate renforcé	Par constat	450 €	Non-respect des consignes
Respect des consignes liées aux autorisations d'accès	Par constat	200 €	Non-respect des consignes
Respect des consignes de sécurité	Par constat	450 €	Non-respect des consignes
Exécution des rondes selon les prescriptions du CCTP et/ou les consignes données	Par constat	450 €	Défaut d'exécution
Intervention en cas d'alarme incendie	Par constat	600 €	Non-respect des consignes réglementaires et/ou manquement aux obligations
Intervention en cas d'intrusion	Par constat	600 €	Non-respect des consignes réglementaires et/ou manquement aux obligations

<b>Obligation du titulaire</b>	<b>Unité de mesure</b>	<b>Pénalité</b>	<b>Fait générateur</b>
Transmission à la MPP des plannings prévisionnels et de toute évolution des effectifs	Par jour de retard	200 €	Absence de planning
Tenue à jour des documents de suivi (livret de sécurité, etc.)	Par jour de retard	200 €	Absence de documents
Fourniture du rapport mensuel	Par jour de retard	200 €	Absence de rapport
Signalement d'un incident	Par constat	250 €	Non signalement de l'incident
Signalement d'un accident	Par constat	400 €	Non signalement de l'accident
Fourniture et entretien des matériels de sécurité	Par constat	350 €	Matériel absent ou inutilisable
Bonne tenue et propreté des locaux mis à disposition	Par constat	550 €	Mauvaise tenue des locaux
Respect de la clause sociale (présence de l'interlocuteur à la réunion pour la mise en place)	Par constat	500 €	Absence de l'interlocuteur lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale
Respect de la clause sociale (réalisation des nombres d'heures prévues au marché)	Par heure non réalisée	Nombre d'heures de formation prévues et non réalisées x 40	Heures de formation prévues par le marché et non réalisées

L'application d'une pénalité sur une période mensuelle conduit la MPP à considérer que l'exécution n'est pas conforme aux exigences du CCTP. Par conséquent, la MPP appliquera, en plus des pénalités, une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision sera motivée et notifiée au titulaire dès qu'il aura été en mesure de présenter ses observations.

Une synthèse des pénalités et des refactions sera établie tous les trois mois. Lorsque le montant des pénalités et des refactions atteindra respectivement 20% du montant du marché sur trois mois, l'administration pourra considérer que le titulaire ne respecte pas ses obligations contractuelles et se réservera la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire et de faire exécuter la prestation, par un tiers, aux frais et risques du titulaire.

### **13. ASSURANCES**

Le titulaire prend les précautions nécessaires pour éviter les accidents à son personnel et celui du client.

Le titulaire garantit les risques d'accidents professionnels liés à l'exécution de la prestation qui pourraient se produire tant sur les lieux de travail que pendant les trajets et déplacements vers le site.

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance spécifique pour les locaux mis à disposition par la MPP. Cette police doit couvrir tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès de la MPP, de tous dommages, dégâts, vols, accidents et autres sinistres causés par négligence, manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée. La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par le contrat et ne se termine qu'à l'expiration de celui-ci.

Le titulaire est tenu de faire assurer à ses frais, préalablement à leur mise à disposition et tant qu'il en dispose, les matériels et objets qui lui sont confiés.

Sa responsabilité protège le client contre toute réclamation pour dommages aux biens, d'où qu'ils proviennent, pour toute cause pouvant lui être imputées.

Le titulaire doit justifier auprès du pouvoir adjudicateur, dans le délai de quinze jours à compter de la date de notification du marché et avant tout début d'exécution, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. La garantie doit être suffisante pour couvrir l'ensemble des risques.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans le délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire doit prévenir la MPP de toute modification dans ses habilitations et ses polices d'assurance dans un délai d'un mois à compter de la date de modification.

Les clauses d'assurances initiales et celles résultant d'une modification de police sont soumises au client qui peut demander une extension de garantie après concertation avec le titulaire et éventuellement son assureur.

En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance, le présent contrat est résilié de plein droit et sans indemnité.

La MPP décline toute responsabilité pour les dommages quelconques causés dans le bâtiment ou ses abords, aux installations d'appareil, véhicules, etc., appartenant au titulaire.

#### **14. RESPONSABILITÉS DU TITULAIRE**

Le titulaire assume seul et entièrement vis-à-vis de son personnel les droits et obligations de l'employeur.

Le présent marché ne crée aucune relation de subordination entre la MPP et le titulaire ou son personnel. L'ensemble du personnel du titulaire affecté en tout ou partie à l'exécution des prestations du présent marché reste, en toute circonstance, sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire.

En ce qui concerne ses responsabilités en matière de dommages éventuels, le titulaire est pécuniairement responsable vis-à-vis des tiers, des actes de son personnel, notamment au regard des dommages causés aux personnes ou aux biens. Cette responsabilité peut être mise en jeu par l'administration dans toutes les circonstances où seront survenus des dommages aux personnes ou aux biens du fait du titulaire. De manière générale, le titulaire doit informer le client de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation.

Le titulaire doit, en tout état de cause, signaler au client, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter. Le titulaire a obligation de signaler les anomalies et dysfonctionnements. Si les installations mises à disposition du titulaire venaient à ne plus être conformes à la réglementation, le titulaire est tenu d'en informer par écrit et sans délai l'administration. Il appartient à la MPP de prendre aussitôt les dispositions nécessaires en vue de leur mise en conformité.

## **15. OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET DE L'ADMINISTRATION**

### **15.1. Obligations du titulaire**

#### **15.1.1. Obligation de discrétion et de confidentialité**

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de l'exécution du marché. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent marché.

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquelles la MPP ou les personnes affectées peuvent prétendre. En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation immédiate, de plein droit et sans indemnité du présent marché.

#### **15.1.2. Obligation de moyens et de résultats**

Le titulaire s'engage :

- à assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel,
- à contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée, et le respect des consignes données à son personnel,

- à assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent marché, soit parfaitement remplie,
- à se conformer aux normes et règlements pour l'exécution des tâches qui lui incombent,
- à faire en sorte que ses interventions ne provoquent aucune gêne aux occupants, ni désordre dans les locaux,
- à restituer les installations, équipements et locaux en bon état à l'expiration du marché,
- à communiquer les éléments pour la reprise de son personnel.

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans le CCTP. Il s'engage en outre à informer sans délai le pouvoir adjudicateur de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées.

Le titulaire doit posséder les compétences et qualifications requises au regard de la nature des prestations qu'il assure.

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment demander le remplacement d'un ou de plusieurs membres de l'entreprise du titulaire, après avis motivé s'il le juge nécessaire.

A ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant à compétences équivalentes et d'en communiquer le nom et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

A défaut de remplaçant ou si le remplaçant est récusé dans le délai d'un mois, le pouvoir adjudicateur peut envisager la résiliation pour faute du titulaire.

Si le titulaire manque à ses obligations, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché.

### **15.1.3. Obligations sociales**

Conformément aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, le titulaire est tenu de communiquer tous les six mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles précités.

A défaut, le marché sera résilié à ses torts après mise en demeure restée infructueuse.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail, et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionné aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

## **15.2. Obligations du pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur prend les dispositions nécessaires pour :

- Faciliter l'accès aux locaux et matériels installés nécessaires à l'accomplissement des prestations du titulaire, fixées au CCTP,
- Fournir tous les documents et toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

## **16. DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL DE SÉCURITÉ**

### **16.1. Obligation de reprise du personnel**

Le personnel chargé de la réalisation des prestations confiées au titulaire est embauché et rémunéré par celui-ci.

Le titulaire s'engage à reprendre le personnel affecté à ce marché par le précédent prestataire conformément aux dispositions de l'article L.1224-2 du Code du travail.

Le titulaire reste seul responsable de l'exécution du service ainsi que des incidents qui peuvent survenir dans l'exercice de ce service.

Chaque agent doit bénéficier d'un contrat de travail signé par les deux parties et répondant à la fois aux prescriptions du Code du travail et de la convention collective.

Le titulaire tient à la disposition de la MPP avant l'entrée en vigueur du présent marché, les statuts applicables au personnel affecté au présent marché.

### **16.2. Visites médicales du personnel du titulaire**

Conformément à l'article 1 du décret n° 2016-1908 du 27 décembre 2016 relatif à la modernisation de la médecine du travail, le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent avant sa prise de fonction. En outre, le titulaire doit soumettre son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la réglementation en vigueur.

### **16.3. Dossiers individuels et évolution des effectifs**

Le titulaire doit informer l'administration de toute évolution dans les effectifs de la société. Le non-respect de ces prescriptions ouvre droit à la mise en œuvre de pénalités prévues à l'article 10 du présent CCAP.

### **16.4. Travailleurs étrangers**

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu, soit des dispositions législatives réglementaires, soit de traités ou accords internationaux. Le titulaire doit fournir, avec chaque dossier d'agent, lorsque le titre est exigible, une photocopie de celui-ci.

### **16.5. Tenue de travail et identification du personnel**

Tous les agents intervenants pour le compte du titulaire sur le site du fort de Saint-Cyr, y compris le personnel d'encadrement, doivent en permanence porter un badge indiquant leur nom, leur prénom, le nom de leur entreprise. Aucun agent n'est admis dans les locaux de l'administration s'il n'est pas muni distinctement de son badge portant les indications définies ci-dessus.

Le titulaire doit doter son personnel de tenues conformes. Ces tenues sont présentées à l'administration pour agrément, au moins huit jours avant le début des prestations.

Les tenues doivent être en permanence dans un bon état de propreté.

Aucun agent n'est admis dans les locaux de l'administration s'il porte une tenue non conforme, sale ou négligée.

Toute défaillance dans le port de la tenue entraîne des pénalités financières prévues dans l'article 10 du présent CCAP. Cette défaillance autorise le retrait provisoire ou définitif de l'agent.

#### **16.6. Comportement du personnel du titulaire**

Le personnel du titulaire doit faire preuve à tout instant d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers. Il doit respecter le patrimoine immobilier et mobilier de l'administration. L'usage des matériels et des équipements contenus à l'intérieur des locaux de l'administration n'est autorisé que dans le cadre de l'exécution des prestations et qu'avec l'accord du responsable du bâtiment, notamment pour l'utilisation des téléphones, des machines à photocopier, des ordinateurs et de tous les consommables de bureau.

Il est établi, chaque mois, un relevé des consommations téléphoniques. Les montants traduisant une utilisation abusive sont alors déduits de la facturation du titulaire.

Les postes informatiques sont également régulièrement contrôlés pour vérification des installations de logiciels et sites prohibés.

### **17. GRÈVE ET ARRÊT DE TRAVAIL**

En cas d'arrêt de travail ou de grève de son personnel, le titulaire est tenu de prendre préventivement les mesures indispensables au maintien de la sécurité des locaux et d'en informer immédiatement le responsable de la MPP.

Le titulaire est seul investi du pouvoir de négociation que reconnaît aux dirigeants d'entreprise le Code du travail dans les articles qui régissent l'exercice du droit de grève.

En cas de grève, notamment des transports, susceptible d'affecter la présence des agents sur site, le titulaire est tenu de prendre préventivement les mesures indispensables au maintien de la sécurité des locaux et d'assurer une continuité de service.

Dans le cas de non-respect de ces prescriptions ou de défaut d'exécution, le titulaire s'expose à des sanctions financières.

## **18. CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE**

### **18.1. Dispositions particulières**

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit au pouvoir adjudicateur tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire (il produira à cet effet un nouveau relevé d'identité bancaire).

Si le titulaire du marché néglige de se conformer à cette disposition, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu responsable des retards de paiement, causés par une anomalie en comparaison avec les indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'administration n'aurait pas eu connaissance.

Dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du marché du titulaire à cette société sera possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétisera l'accord du pouvoir adjudicateur sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale.

Le pouvoir adjudicateur est en droit de refuser le changement du titulaire.

### **18.2. Titulaire placé en redressement judiciaire**

Si le titulaire du marché fait l'objet d'une mesure de redressement judiciaire, la personne publique adressera une mise en demeure à l'administrateur qui dispose d'un délai d'un mois pour se prononcer sur la poursuite du marché en cours, conformément à l'article L.622-13 du Code du commerce, modifié par l'article 23 de l'ordonnance n° 2014-326 du 12 mars 2014 portant réforme de la prévention des difficultés des entreprises et des procédures collectives.

Si l'administrateur judiciaire se prononce en faveur de la poursuite du contrat, la personne publique ne peut, sans commettre de faute, procéder à sa résiliation de manière unilatérale, sauf motif d'intérêt général caractérisé.

En revanche, si l'administrateur indique ne pas reprendre les obligations du titulaire, la résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Le personnel chargé de la réalisation des prestations confiées au titulaire est embauché et rémunéré par celui-ci. Chaque agent doit bénéficier d'un contrat de travail signé par les deux parties et répondant à la fois aux prescriptions du Code du travail et de la convention collective.

Le titulaire s'engage à reprendre le personnel affecté à ce marché par le précédent prestataire conformément aux dispositions de l'article L.1224-2 du Code du travail et des directives européennes sur le transfert d'entreprise.

Le titulaire reste seul responsable de l'exécution du service ainsi que des accidents qui peuvent survenir dans l'exercice de ce service.

Le titulaire tient à la disposition de la MPP, avant l'entrée en vigueur du présent marché, les statuts applicables au personnel affecté.



## **19. RÉSILIATION DU MARCHÉ**

Le marché peut être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité dans les cas suivants :

En cas d'interruption du service du titulaire pendant plus de 48 heures sans accord préalable de la MPP, celle-ci pourra faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si la défaillance du titulaire se prolongeait pendant plus d'une semaine, la MPP peut, de plein droit, huit jours après la mise en demeure, exiger la résiliation pure et simple du marché.

Par ailleurs, si, sur un mois, la moyenne des notes de contrôle obtenues est inférieure à 98%, la MPP peut appliquer la clause de dénonciation du présent marché suivant les modalités ci-dessous :

- Avertissement par lettre recommandée avec accusé de réception,
- Après deux avertissements sur une période de six mois, la MPP pourra dénoncer le présent marché, avec un préavis d'un mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **20. LITIGES**

Le titulaire du marché et la MPP s'engagent à résoudre à l'amiable tous les litiges auxquels le présent marché pourrait donner lieu, notamment au sujet de sa validité, de son interprétation, de son exécution et de sa résiliation. A défaut d'accord amiable, toute difficulté relative à l'application du marché sera soumise au tribunal administratif de Paris territorialement compétent.